

Communiqué de presse

Berne, le 5 février 2026

NON clair des PME à l'initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions!»

Réunie aujourd'hui à Berne, la Chambre suisse des arts et métiers a clairement décidé de recommander de voter NON à l'initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions!». Les arts et métiers veulent s'engager pour une Suisse responsable. Cette initiative n'emprunte cependant pas la bonne voie. En revanche, les membres de la Chambre recommandent de voter OUI à la modification de la loi sur le matériel de guerre ainsi qu'à la révision de la loi sur le service civil.

Parlement de l'Union suisse des arts et métiers usam, la Chambre suisse des arts et métiers s'accorde pour dire qu'il faut opposer un NON clair à l'initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions!».

Les arts et métiers veulent s'engager pour une Suisse responsable. Cela implique de relever les défis liés à l'environnement, aux infrastructures et aux questions sociales. Or, cette initiative mise sur des valeurs limites rigides et des mécanismes contraignants, dont les conséquences économiques et sociales seraient considérables – en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME). Dès lors, un NON clair s'impose.

Risque entrepreneurial en cas d'acceptation de l'initiative

Les PME constituent l'épine dorsale de l'économie. Elles emploient du personnel, forment des apprentis et sont sources d'innovation et de création de valeur régionale. «L'acceptation de l'initiative ferait peser sur elles des risques considérables», déclare Urs Furrer, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam. En raison du plafonnement strict de la population et des mesures contraignantes en matière d'immigration, les entreprises suisses pourraient rapidement rencontrer des difficultés à recruter la main-d'œuvre qualifiée dont de nombreuses PME ont impérativement besoin. Dans des secteurs spécifiques – artisanat, soins, restauration, technologies de l'information –, les compétences sont souvent recrutées à l'échelle internationale. Si cette immigration est restreinte, voire empêchée, une partie des PME se retrouvera confrontée à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Les processus de travail, la production et les services existants seront alors mis sous pression, avec des risques concrets pour l'emploi et la compétitivité.

«Des incertitudes économiques pourraient également surgir si des accords internationaux, tels que l'Accord sur la libre circulation des personnes, devaient être dénoncés», souligne le président de l'usam Fabio Regazzi. De nombreuses PME dépendent de la coopération transfrontalière avec des partenaires de l'UE – que ce soit pour l'exportation, l'achat de prestations préalables ou le recrutement de spécialistes. Un affaiblissement délibéré de la voie bilatérale avec l'UE pourrait fortement compliquer cette coopération, engendrant des obstacles, des coûts et des risques accrus pour les PME.

Des solutions pragmatiques sont nécessaires

Plutôt que d'instaurer des restrictions supplémentaires rigides, la Chambre suisse des arts et métiers appelle à la mise en place de solutions pragmatiques, fondées sur l'économie de marché: davantage d'investissements dans les infrastructures, des mesures ciblées sur le marché du travail, des

incitations à la formation et à la fidélisation de la main-d'œuvre qualifiée, ainsi qu'une coopération avec des partenaires en Europe et dans le monde. Les PME doivent être renforcées et non pénalisées.

Autres consignes de vote arrêtées par la Chambre suisse des arts et métiers

OUI à la loi sur le matériel de guerre

La Chambre suisse des arts et métiers soutient, à l'unanimité, la révision actuelle de la loi sur le matériel de guerre et rejette le référendum. Cette révision ouvre de nouvelles perspectives commerciales à de nombreuses PME, notamment en tant que fournisseurs et sous-traitants. Elle contribue en outre à maintenir en Suisse des compétences clés essentielles en cas de guerre – compétences qui, sans la possibilité d'exporter, seraient délocalisées à l'étranger.

OUI à la loi sur le service civil

La Chambre suisse des arts et métiers recommande, à l'unanimité, de voter OUI à la loi sur le service civil. La révision de la loi est nécessaire dans le contexte sécuritaire actuel. Les effectifs de l'armée doivent être stabilisés.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74

Urs Furrer, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.